



CHAPITRE 94

Loi concernant l'annexion de la cité de Saint-Michel à la ville de Montréal

[Sanctionnée le 24 octobre 1968]

CHAPTER 94

An Act respecting the annexation of the city of St. Michel to the city of Montreal

[Assented to 24th October 1968]

Préambule.

ATTENDU que le conseil de la cité de Saint-Michel a décidé, le 24 septembre 1968, de se prévaloir de l'article 380 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) et de demander aux électeurs s'ils étaient favorables ou opposés à l'annexion de la cité de Saint-Michel par la ville de Montréal, et a fixé au 20 octobre 1968 la tenue d'un scrutin à cette fin;

Attendu que le conseil de la ville de Montréal a, le 27 septembre 1968, adopté le règlement numéro 3720 décrétant l'annexion de la cité de Saint-Michel à la ville de Montréal;

Attendu que lors du scrutin tenu le 20 octobre 1968 en la cité de Saint-Michel, la majorité des électeurs municipaux qui ont voté se sont prononcés en faveur de cette annexion;

Attendu que le 21 octobre 1968, le conseil de la cité de Saint-Michel a approuvé le règlement numéro 3720 de la ville de Montréal décrétant cette annexion;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Effet du règlement.

1. Le règlement numéro 3720 adopté par le conseil de la ville de Montréal le 27 septembre 1968 et approuvé par le conseil de la cité de Saint-Michel le 21 octobre 1968 a effet, nonobstant son article 10, à compter de la sanction de la présente loi.

Preamble.

WHEREAS the council of the city of St. Michel resolved, on the 24th of September 1968, to avail itself of section 380 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) and ask the electors if they were in favour of or opposed to the annexation of the city of St. Michel by the city of Montreal, and fixed the 20th of October 1968 for the holding of a poll for such purpose;

Whereas on the 27th of September 1968, the council of the city of Montreal adopted by-law number 3720 which provides for the annexation of the city of St. Michel to the city of Montreal;

Whereas at the poll held on the 20th of October 1968 in the city of St. Michel, the majority of the municipal electors who voted declared themselves in favour of such annexation;

Whereas on the 21st of October 1968, the council of the city of St. Michel approved by-law number 3720 of the city of Montreal providing for such annexation;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

Effect of by-law.

1. By-law number 3720, adopted by the council of the city of Montreal on the 27th of September 1968 and approved by the council of the city of St. Michel on the 21st of October 1968 shall take effect, notwithstanding article 10 thereof, upon the sanction of this act.

Scrutin.

2. Le scrutin qui devait avoir lieu le 4 novembre 1968 pour l'élection générale des membres du conseil de la cité de Saint-Michel et les procédures relatives à sa tenue sont remplacés par le scrutin prévu à l'article 9 dudit règlement et par les procédures qui y sont mentionnées, sans qu'il soit nécessaire de publier l'avis ni d'obtenir les approbations qui y sont visées; si un vote est nécessaire, il aura lieu le 1er décembre 1968.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Vote.

2. The vote which was to be taken on the 4th of November 1968, for the general election of the members of the council of the city of St. Michel, and the proceedings respecting the holding thereof shall be replaced by the poll provided for in article 9 of the said by-law and by the proceedings mentioned therein, without its being necessary to publish the notice or to obtain the approvals contemplated therein; if a vote is necessary, it shall be taken on the 1st of December 1968.

Coming
into force.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Ville de Montréal

City of Montreal

RÈGLEMENT 3720

BY-LAW 3720

Annexion de la Cité de Saint-Michel

Annexation of the city of Saint-Michel

VU la pétition adressée le 23 septembre 1968 au président du comité exécutif de la ville de Montréal comportant quelque quatre mille (4,000) signatures de résidents et de contribuables de la Cité de Saint-Michel;

ATTENDU qu'il est de l'intérêt des contribuables de la ville de Montréal et de ceux de la Cité de Saint-Michel que le territoire de cette dernière soit annexé à celui de la ville de Montréal;

ATTENDU que la ville de Montréal s'engage:

a) à réparer ou à reconstruire la chaussée des voies publiques partout où il est nécessaire dans le territoire de la Cité de Saint-Michel;

b) à ouvrir toutes les voies publiques utiles pour communiquer avec toutes les parties du territoire de la Cité de Saint-Michel;

c) à éclairer adéquatement les rues et les places publiques partout où il est nécessaire, et les décorer par une plantation appropriée;

d) à étendre au territoire de la Cité de Saint-Michel, dès l'annexion, tous les services municipaux de la ville de Montréal, notamment ceux de la police, d'incendie, de santé, de bien-être social, de la voie publique, des travaux publics et des parcs, et à reconstruire et entretenir à ces fins toutes les installations utiles;

e) à appliquer rigoureusement ses règlements relatifs à l'hygiène publique, au contrôle de la fumée, des odeurs, du bruit et de la poussière;

f) à dresser un plan directeur d'urbanisme du territoire et, dans les douze (12) mois suivant la date de l'annexion, à adopter un règlement de zonage qui assurera la conservation des secteurs domiciliaires existants et la mise en valeur bien ordonnée du territoire de la Cité de Saint-Michel;

A une séance du comité exécutif de la ville de Montréal tenue le 25 septembre

CONSIDERING the petition dated September 23, 1968 addressed to the Chairman of the Executive Committee of the City of Montreal and bearing some four thousand (4,000) signatures of residents and taxpayers of the City of Saint-Michel;

WHEREAS it is in the interest of the taxpayers of the City of Montreal and of the City of Saint-Michel that the territory of this latter city be annexed to that of the City of Montreal;

WHEREAS the City of Montreal undertakes:

(a) to repair or reconstruct pavings on public streets wherever necessary in the territory of the City of Saint-Michel;

(b) to open all public streets useful to communicate with all parts of the territory of the City of Saint-Michel;

(c) to install adequate lighting on streets and public places wherever necessary, and to embellish them with suitable plantings;

(d) to extend to the territory of the City of Saint-Michel, upon annexation, all the municipal services of the City of Montreal, more specifically: police and fire protection, health, social welfare, roads, public works and parks services, and to rebuild and maintain for such purposes all useful installations;

(e) to strictly enforce its by-laws relating to public health and the control of smoke, odors, noise and dust;

(f) to draw up a master plan for the town planning of the territory and, within twelve (12) months from the date of annexation, to adopt a zoning by-law which will ensure the preservation of the existing residential sectors and the orderly development of the territory of the City of Saint-Michel;

At a meeting of the Executive Committee of the City of Montreal held on Sep-

1968 et à la séance du conseil de la ville de Montréal tenue le 27 septembre 1968,

Il est décrété et statué comme suit:

1.—Est déclaré annexé à la ville de Montréal pour en faire partie, tout le territoire de la Cité de Saint-Michel dont la superficie et les limites apparaissent au plan M-7 Saint-Michel préparé par la division technique du service des travaux publics de la ville de Montréal et approuvé par le directeur adjoint de ce service en date du 27 juillet 1964 qui est joint au présent règlement (annexe « B »). La description de ce territoire est donnée dans l'annexe « A » ci-dessous.

2.—Le territoire, dont la superficie et les limites apparaissent audit plan, forme le quartier Saint-Michel-Nord et un district électoral distinct, connu et désigné sous le nom de Saint-Michel.

3.—À compter de l'annexion, l'actif de la Cité de Saint-Michel forme partie de celui de la ville de Montréal et le passif de cette Cité forme partie de celui de la ville de Montréal, et la ville de Montréal est autorisée à contracter les emprunts requis pour honorer les obligations de cette Cité.

4.—La ville de Montréal impose et prélève dans le territoire de la Cité de Saint-Michel, pour une période de trois (3) ans à compter du premier mai 1969, les taxes foncières pour toutes fins municipales générales au taux de un dollar et quarante cents (\$1.40) par cent (100) dollars d'évaluation imposable.

5.—La ville de Montréal impose et prélève dans le présent territoire de la Cité de Saint-Michel, pour une période de trois (3) ans à compter du premier mai 1969, la taxe d'eau des locaux domiciliaires au taux de six et demi ($6\frac{1}{2}$) pour cent de la valeur locative annuelle.

6.—La ville de Montréal impose et prélève dans le présent territoire de la Cité de Saint-Michel, pour une période de trois (3) ans à compter du premier mai 1969, la taxe d'affaires basée sur le tarif actuellement en vigueur dans la Cité de Saint-Michel et la taxe d'eau payée par cette catégorie de contribuables basée sur le tarif en vigueur dans la Cité de

tember 25, 1968 and at the meeting of the Council of the City of the City of Montreal held on September 27, 1968,

It was ordained and enacted as follows:

1.—Shall be declared annexed to the City of Montreal, and become part thereof, the whole territory of the City of Saint-Michel, the area and limits of which are shown on plan M-7 Saint-Michel, prepared by the Engineering Division of the Public Works Department of the City of Montreal and approved by the Assistant Director of that department, dated July 24, 1964 which is attached to this by-law (annex "B"). The description of that territory is given in annex "A" hereinafter.

2.—The territory, the area and limits of which are shown on the said plan, shall make up Saint-Michel-Nord Ward and a separate electoral district, known and designated as Saint-Michel.

3.—As of the date of annexation, the assets of the City of Saint-Michel shall form part of the assets of the City of Montreal and the liabilities of that city shall form part of the liabilities of the City of Montreal, and the City of Montreal is authorized to contract loans as required to meet the obligations of that city.

4.—The City of Montreal shall impose and levy in the territory of the City of Saint-Michel, for a three (3)-year period as of May 1, 1969, real estate taxes for all general municipal purposes, at the rate of one dollar and forty cents (\$1.40) per hundred (100) dollars of assessable municipal valuation.

5.—The City of Montreal shall impose and levy in the present territory of the City of Saint-Michel, for a three (3)-year period as of May 1, 1969, the water tax for residential accommodation at the rate of six and a half ($6\frac{1}{2}$) per cent of the annual rental value.

6.—The City of Montreal shall impose and levy in the present territory of the City of Saint-Michel, for a three (3)-year period from May 1, 1969, a business tax based on the rate in force at present in the City of Saint-Michel, and the water tax paid by that category of taxpayers based on the rate in force in the City of Saint-Michel at the date of adoption of

Saint-Michel à la date de l'adoption du présent règlement. Cette disposition ne s'applique qu'aux établissements existant et en exploitation avant la date de l'annexion.

7.—Les employés permanents de la Cité de Saint-Michel deviendront des employés permanents de la ville de Montréal et recevront un traitement au moins égal à celui qu'ils recevaient au moment de l'annexion.

8.—Les règlements, résolutions et ordonnances, les rôles et procès-verbaux qui régissaient le territoire avant son annexion à la ville de Montréal et les contrats valides passés par l'ancienne cité continuent d'être en vigueur; la ville de Montréal possède à leur égard les mêmes pouvoirs et est assujettie aux mêmes obligations que le conseil de la municipalité.

9.—Après la publication de l'avis dans la *Gazette officielle de Québec* par le ministre des affaires municipales que le présent règlement est approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, un scrutin aura lieu dans les quatre-vingt-dix (90) jours pour élire quatre (4) représentants de la cité annexée au conseil de la ville de Montréal. Les dispositions relatives au déroulement des élections municipales dans la ville de Montréal s'appliquent, *mutatis mutandis*, à cette élection.

10.—Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* d'un avis qui indique qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

this by-law. This provision shall only apply to establishments which existed and were in operation before the date of annexation.

7.—Permanent employees of the City of Saint-Michel shall become permanent employees of the City of Montreal and be paid a salary at least equal to that received by them at the time of annexation.

8.—The by-laws, resolutions, ordinances, rolls and minutes which governed the territory before its annexation to the City of Montreal, and valid contracts entered into by the former city shall continue to be in force; the City of Montreal, in this respect, shall have the same powers and be subject to the same obligations as the council of the municipality.

9.—After publication of a notice in the *Québec Official Gazette* by the Minister of Municipal Affairs that this by-law has been approved by the Lieutenant-Governor in Council, an election shall be held within ninety (90) days to elect four (4) representatives of the annexed city to the Council of the City of Montreal. The provisions relating to the holding of municipal elections in the City of Montreal shall apply, *mutatis mutandis*, to such election.

10.—This by-law shall come into force as of the date of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice to the effect that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

ANNEXE A

Limites du territoire

Commençant en un point situé au milieu de l'ancien chemin de la Côte Saint-Michel, dans le prolongement de la ligne de division entre les lots nos 332 et 333 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet; de là, dans une direction nord-ouest, suivant la ligne limitative entre les lots nos 332 et 333 dudit cadastre jusqu'à la ligne limitative entre les lots nos 164 et 333; de là, dans une direction nord-est, suivant la ligne limitative entre les lots

ANNEX A

Limits of the territory

Starting from a point located in the middle of former Côte Saint-Michel Road, in the extension of the dividing line between lots Nos. 332 and 333 of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet; thence, in a north-westerly direction, following the limit line between lots Nos. 332 and 333 of the said cadastre up to the limit line between lots Nos. 164 and 333; thence, in a north-easterly direction, following the limit line between lots Nos. 164, 163, 134,

nos 164, 163, 134, 133, 128, 127 et 126 et les lots nos 333, 334, 335, 338, 339, 340, 341, 342 et 343 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet jusqu'au centre de l'ancienne Montée Saint-Michel; de là, dans une direction nord-ouest, en suivant le centre de l'ancienne Montée Saint-Michel, jusqu'au prolongement de la ligne limitative entre les lots nos 353 et 93 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet; de là, dans une direction nord-est, suivant la ligne limitative entre les lots nos 93, 90, 86, 83, 82, 79, 77A, 76, 73, 72, 66, 65, 62 et 61 et les lots nos 353, 354, 356, 357, 358, 359, 361, 363, 364, 365, 368 et 370 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet; de là, dans une direction sud-est, suivant la ligne limitative entre les lots nos 370 et 371 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet jusqu'au centre de l'ancien chemin de la Côte Saint-Michel; de là, dans une direction sud-ouest, suivant le centre dudit ancien chemin de la Côte Saint-Michel, jusqu'au prolongement, en ligne droite, de la ligne limitative entre les lots nos 438 et 437 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet; de là, dans une direction sud-est, suivant ladite ligne limitative entre les lots nos 438 et 437 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet jusqu'à la ligne limitative entre le lot no 437A du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et le lot no 192 du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation; de là, dans une direction sud-ouest, suivant la ligne limitative entre les lots nos 437A, 439, 440, 442, 443, 445, 446, 473 et 474A du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et les lots nos 192, 193, 194, 195, 199, 200, 201, 206 et 207 du cadastre du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation; de là, dans une direction nord-ouest, suivant la ligne limitative entre les lots nos 474A, 474 et 475 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet jusqu'au centre de l'ancien chemin de la Côte Saint-Michel; de là, dans une direction sud-ouest, suivant le centre dudit ancien chemin de la Côte Saint-Michel jusqu'au prolongement en ligne droite de la ligne entre les lots nos 332 et 333 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet.

133, 128, 127 and 126 and lots Nos. 333, 334, 335, 338, 339, 340, 341, 342 and 343 of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet up to the centre of former Montée Saint-Michel; thence, in a north-westerly direction, following the centre of former Montée Saint-Michel up to the extension of the limit line between lots Nos. 353 and 93 of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet; thence, in a north-easterly direction, following the limit line between lots Nos. 93, 90, 86, 83, 82, 79, 77A, 76, 73, 72, 66, 65, 62 and 61 and lots Nos. 353, 354, 356, 357, 358, 359, 361, 363, 364, 365, 368 and 370 of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet; thence, in a south-easterly direction, following the limit line between lots Nos. 370 and 371 of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet up to the centre of former Côte Saint-Michel Road; thence, in a south-westerly direction, following the centre of the said former Côte Saint-Michel Road, up to the extension, in a straight line, of the limit line between lots Nos. 438 and 437 of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet; thence, in a south-easterly direction, following the said limit line between lots Nos. 438 and 437 of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet up to the limit line between lot No. 437A of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet and lot No. 192 of the Incorporated Village of Côte-de-la-Visitation; thence, in a south-westerly direction, following the limit line between lots Nos. 437A, 439, 440, 442, 443, 445, 446, 473 and 474A of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet and lots Nos. 192, 193, 194, 195, 199, 200, 201, 206 and 207 of the cadastre of the Incorporated Village of Côte-de-la-Visitation; thence, in a north-westerly direction, following the limit line between lots Nos. 474A, 474 and 475 of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet up to the centre of former Côte Saint-Michel Road; thence, in a south-westerly direction, following the centre of the said former Côte Saint-Michel Road up to the extension in a straight line of the line between lots Nos. 332 and 333 of the cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet.